

Par contre, l'explosion qui s'annonce pourrait être une force, soit destructrice, soit motivatrice dans la région. D'une part, on s'inquiète que l'Afrique du Sud puisse susciter un «exode des cerveaux» : avec son niveau de vie relativement élevé et ses pénuries de personnel qualifié, l'Afrique du Sud risque d'accaparer les talents et les ressources humaines dont les autres États de la région ont tant besoin. Il est également très possible que l'Afrique du Sud devienne une «éponge à ressources» absorbant la totalité des nouveaux investissements financiers.

D'autre part, nombre d'analystes soutiennent qu'une Afrique du Sud démocratique peut devenir le moteur de la croissance économique future de la région, non seulement par un «débordement» éventuel des investissements de l'Afrique du Sud sur le reste de la région, mais également par une intensification de la coopération. Un nouveau gouvernement en Afrique du Sud devra, tout comme les autres membres de la SADCC, s'engager tôt ou tard pleinement dans la planification régionale collective, processus de négociation dans lequel les autres États de la SADCC ont des atouts essentiels à l'Afrique du Sud, les principaux étant l'hydro-électricité et l'eau. Par contre, et nous y avons fait allusion précédemment, l'ANC formule une mise en garde contre un excès d'optimisme. Le D^r Marcia Burdette nous a rapporté ceci :

Walter Sisulu, président adjoint de l'ANC, a pris la parole à l'assemblée de la SADCC afin de rappeler aux participants que l'Afrique du Sud ne serait pas membre actif de l'organisme dans un proche avenir et que, lorsqu'elle le deviendra, il ne faudrait pas supposer qu'elle fournira des investissements importants ou de grandes quantités de marchandises, car ses propres dirigeants devront, pendant un certain temps, orienter la production vers le marché intérieur afin de réduire les inégalités dans leur pays même²⁷.

Le défi de l'intégration de l'Afrique du Sud est donc d'essayer de faire en sorte que l'explosion a un effet positif. Il sera important d'appuyer la coordination régionale et d'encourager l'Afrique du Sud à jouer un rôle économique constructif et responsable. Tous les intervenants sont conscients des difficultés à venir, mais comme l'a fait remarquer le D^r Makoni :

Nous partons du principe que la solution à ce problème de disparités résidera davantage dans la collaboration et la collectivité que dans la séparation ... Fort heureusement, c'est aussi l'opinion de la majorité en Afrique du Sud²⁸.

Afin d'en arriver à un dénouement positif et à un régionalisme authentiquement «fabriqué en Afrique australe», les témoins ont rappelé à diverses reprises que les amis de la région doivent se garder des formules de gestion économique qui ne tiennent pas suffisamment compte de ces inégalités caractéristiques. Il en va ainsi de la région dans son ensemble, tout comme de l'Afrique du Sud et des autres pays individuellement. En aidant l'Afrique du Sud et l'Afrique australe à réaliser leurs priorités de changement, la collectivité internationale doit éviter d'accroître les risques que les racines de la démocratie ne soient arrachées par le désespoir économique.

²⁷ Procès-verbaux et témoignages, fascicule 15:8.

²⁸ Procès-verbaux et témoignages, fascicule 7:13.